

Réponses aux questions Concours Cassin 2016

Paragraphe 1

1 La Gaffécie a-t-elle adhéré à la Convention Européenne des Droits de l'Homme?

Oui

2 à quelle date la Gaffétie et la Costalie ont-ils ratifié la Convention Européenne des Droits de l'Homme?

1975

3 L'Etat défendeur (Gaffétie) a t'il émis des réserves à la CEDH, selon l'art. 57 CEDH ?

Non

4 Quand les Etats partis au conflit (Gaffétie, Costalie) ont-ils ratifié la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les protocoles additionnels?

Voir la réponse à la question 2

5 La Gaffétie a t-elle signé et ratifié le statut de Rome instituant la cour pénale internationale?

Sans Objet

6 La Gaffétie est-elle partie au protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), du 8 juin 1977 ?

Oui

7 Quand est-ce que la Gaffétie a adhéré à la Convention européenne des droits de l'homme ?

Voir la réponse à la question 2

8 La Gaffétie a-t-elle ratifié le Protocole n°1 à la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Oui

9 L'Etat de Gaffétie a-t-il ratifié les protocoles additionnels à la Convention ?

Oui sauf les protocoles 7 & 12

10 La Gaffétie et la Costalie ont-elles ratifié l'ensemble des protocoles additionnels de la CEDH?

Aucun des deux Etats n'a ratifié les protocoles 7 & 12

11 La Gaffétie fait-elle partie de l'Union européenne ?

Non

12 La Gaffétie a-t-elle ratifié le Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ainsi que les conventions de Genève (telles que la troisième Convention sur le traitement des prisonniers de guerre, la quatrième Convention sur la protection des populations civiles et Convention contre la torture?

Question multiple

13 La Gaffétie a t elle ratifié le Protocole 1 CEDH ?

Voir réponse à la question 8

14 L'Etat de Gaffétie a-t-il ratifié les protocoles additionnels à la Convention ?

Voir réponse à la question 9

Paragraphe 2

15 Quels sont les termes de l'accord de 1664 sur la coopération dans quelles circonstances peut-on les refuser?(assistance économique, durée de validité de l'accord)

Question multiple

16 L'accord commercial conclu en 1664 entre la Gaffétie et la Vérolie contient-il une clause d'assistance mutuelle gracieuse en cas de la catastrophe naturelle dans une partie contractante?

Sans incidence sur le cas

Paragraphe 5

17 Quelle est la place des traités internationaux par rapport à la Constitution dans la hiérarchie des normes gaffétienne?

Sans incidence sur le cas

18 De quelles mesures prises l'Etat défendeur (Gaffétie) a informé le Secrétaire général du Conseil de l'Europe conformément à l'art. 15 CEDH, suite à la déclaration de l'Etat d'urgence?

La Gaffétie n'a pas informé le Secrétaire général de l'usage de son droit de dérogation au titre de l'article 15 CEDH.

19 Quel est le contenu précis et exact de l'article 16 de la Constitution de la Gaffétie ?

« Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est susceptible d'être interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances.

Il en informe la Nation par un message. »

20 La Gaffétie a-t-elle notifié l'état d'urgence au secrétaire du Conseil de l'Europe conformément à l'article 15 de la CEDH ?

Voir réponse à la question 18

21 Quel est le contenu précis et exact de l'article 16 de la Constitution de la Gaffétie ?

Voir réponse à la question 19

22 La Gaffétie a-t-elle notifié l'état d'urgence au secrétaire du Conseil de l'Europe conformément à l'article 15 de la CEDH ?

Voir réponse à la question 18

23 La Gaffétie a-t-elle prévenu le Secrétaire général du Conseil de l'Europe de la déclaration de l'état d'urgence sur l'ensemble de son territoire?

Voir réponse à la question 18

24 L'Etat de la Gaffétie a-t-il notifié au Conseil de l'Europe la mise en place de l'état d'urgence sur son territoire conformément à l'article 15 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Voir réponse à la question 18

25 Les gardes-frontières véroliens ont-ils eu la possibilité de faire un recours contre leur emprisonnement par les gaffétiens ?

Oui

26 Combien de temps a duré l'état d'urgence déclaré par la Gaffétie ?

Du 11 décembre 2010 au 1^{er} avril 2013

27 Y'a-t-il eu une notification de l'état d'urgence au titre de l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme par la Gaffétie ?

Voir réponse à la question 18

28 La déclaration de l'état d'urgence en Gaffétie a-t-elle fait l'objet d'une notification au secrétaire général du Conseil de l'Europe en vertu de l'article 15 de la Convention ?

Voir réponse à la question 18

29 Quel est l'énoncé exact de l'art.16 de la Constitution de Gaffétie ?

Voir réponse à la question 19

30 La Gaffétie a-t-elle tenu informé le Secrétaire général du Conseil de l'Europe de l'exercice de son droit de dérogation en cas d'état d'urgence prévu par l'article 15 de la CESDH ?

Voir réponse à la question 18

31 Quelles sont les dispositions légales et constitutionnelles contenues dans le droit gaffétien concernant l'état d'urgence et la restriction des droits fondamentaux au cours de celui-ci ?

Question multiple

32 La Gaffétie a-t-elle notifié aux autorités compétentes la mesure d'état d'urgence dans un délai raisonnable?

Voir réponses aux questions 18 et 19

33 Quel est le libellé de l'article 16 de la Constitution gaffétienne ?

Voir réponse à la question 19

34 L'état d'urgence a-t-il fait l'objet d'une information au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par la Gaffétie ?

Voir réponse à la question 18

35 Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a-t-il été pleinement informé des mesures prises et des motifs concernant l'État d'urgence en Gaffétie ?

Voir réponse à la question 18

36 Ayant déclaré l'état d'urgence prévu à l'article 16 de sa Constitution, la Gaffétie a-t-elle tenue informé le secrétariat général du Conseil de l'Europe des 'mesures prises et motifs' qui ont conduit à l'exercice de son droit de dérogation en application de l'Article 15 de la CEDH ?

Voir réponse à la question 18

37 Est-ce que la notion d'acte d'agression' mentionnée par la Gaffétie est comparable à un 'acte licite de guerre' comme décrit à l'article 15 de la CEDH?

A débattre

38 Quelle est la formulation de l'article 16 de la Constitution de la Gaffétie ?

Voir réponse à la question 19

39 Quelle est la teneur de l'art. 16 de la Constitution gaffétienne ?

Voir réponse à la question 19

Paragraphe 6

40 Quel statut juridique particulier possèdent les ressortissants costaliens en vertu de la législation de la Gaffétie?

Ressortissants étrangers en situation régulière.

41 Est-ce que le territoire Gaffétien inclus la région de Walinie dans son intégralité?

Oui

Paragraphe 7

42 La Gaffécie a-t-elle tout mis en oeuvre pour cesser les violations de droits de l'homme sur les ressortissants Costaliens en Walénie?

A débattre

43 Que dit spécifiquement le rapport de l'association « Human Rights Forever » de l'action des militaires gaffétiens à l'encontre des populations civiles ?

Voir le cas

44 Existait-il en droit interne gaffétien une garantie visant la protection des biens, à l'époque de la fuite des ressortissants costaliens ?

Oui

45 La Gaffétie a-t-elle mis en place des dispositions d'évacuation des civils ?

Oui

46 Quels détails sont révélés par l'ONG "Human Rights Forever" au sujet des exactions commises par les militaires à l'encontre des populations civiles lors des premiers jours du conflit ?

Dans son communiqué de presse du 21 décembre 2010 HRF a déclaré

« Compte tenu des informations recueillies sur le terrain, HRF exprime sa vive inquiétude à l'égard de la situation des droits de l'homme en Walinie et s'inquiète particulièrement des exactions commises par des militaires en arme à l'encontre des populations civiles, particulièrement des femmes et des enfants en bas âge ».

47 Que faut-il entendre par "exactions" ?

Actes de violence, sévices commis à l'égard d'une population

Paragraphe 8

48 lorsque l'on parle des "forces belligérantes", faut-il entendre toutes les forces présentes en Wallinie, à savoir véroliennes et gaffétiennes ?

Oui

49 peut-on considérer le groupe "forces autonomes de résistance walliniennes" comme complètement indépendant de l'Etat de Gaffétie ?

A débattre

50 Est-ce que les groupuscules « forces autonomes de résistance waliniennes » existaient déjà avant l'invasion des troupes véroliennes, en ayant ainsi une reconnaissance internationale ?

Non

Paragraphe 9

51 la Gaffétie à-t-elle déjà ratifié le protocole additionnel n°12 début mai 2012?

Voir réponse à la question 9

52 Les combattants capturés ont-ils eu droit à un avocat ?

Non

53 Quels sont les actes de tortures subis par les costaliens?

Encapuchonnement, bruits, privations de sommeil, et ils n'ont pu boire que de la bière sans alcool.

54 Existe t-il une juridiction militaire en gaffétie?

Oui, dont la compétence est limitée aux infractions et fautes commises par les militaires gaffétiens dans le cadre d'opérations extérieures.

55 Est-ce que des enfants Costaliens ont été torturés à Anneda ?

Non

56 Concernant la torture des Costaliens, peut-on y reconnaître des méthodes de torture propres à la Gaffétie ?

Rien qui ne ce soit historiquement pratiqué dans les États de la région

57 Est-ce que ce sont des militaires Gaffétiens qui ont relâché, après plusieurs semaines d'internement, les combattants torturés d'Anneda ?

A débattre

58 Dans quel Etat se situe le Village d'Anneda ?

En Gaffétie

59 A combien s'élèvent les pertes civiles lors de la bataille d'Anneda ?

10 % de la population

60 Le village d'Anneda se situe-t-il bien en Gaffétie durant son siège ?

Voir réponse à la question 58

61 Les requérants estiment avoir subi des détenions arbitraires, avant d'être détenus, ont-ils été traduits devant un juge ?

Après leur capture, l'ensemble des individus ont été présentés encapuchonnés à l'officier juriste qui les a auditionnés.

62 Les personnes arrêtées et internées dont il est question dans le paragraphe 9 du cas, ont-elles été informées des raisons de leur détention et traduite devant un juge ?

Question multiple

63 Comment s'est déroulée la procédure d'internement des costaliens jusqu'à leur libération ?

Ils ont été présentés régulièrement à l'officier juriste

64 La régularité de la détention des combattants a-t-elle fait l'objet d'un examen par un quelconque organe compétent, peu après les incarcérations?

Voir réponses aux questions 62 et 63

65 Comment a été organisée et planifiée l'opération militaire gaffétienne ordonnée le 25 mai 2012 par le Commandant Shark à Anneda?

A débattre

66 Les « actes de torture » visés au paragraphe 9 du cas pratique que prétendent avoir subis les ressortissants costaliens capturés et internés, à l'issue des combats à Anneda, correspondent-ils à des actes de torture contraires à l'article 3 CESDH au sens de la jurisprudence de la CEDH ?

Voir réponse à la question 53

67 Sur le territoire de quel Etat la vingtaine de ressortissants costaliens a-t-elle été internée en vue de leur torture ?

Voir le cas

68 Quelle était la nationalité des villageois disparus ou ayant perdu la vie lors des combats à Anneda ?

Des gaffétiens et des costaliens

69 Est-ce que le commandant Shark a agi en accord avec les ordres de ses supérieurs concernant son intervention dans le village d'Aneda ?

Il a agi en accord avec les directives de ses supérieurs.

70 Existe-t-il des preuves médicales avérées des actes de torture?

Non

71 Dans quel pays se situe le village d'Anneda ?

Voir réponse à la question 58

72 Y-a-t-il des preuves suffisantes, au-delà de tout doute raisonnable, pour les actes de torture ?

A débattre

Paragraphe 10

73 Quel dispositif a été mis en place pour défendre le village de Belhavre ?

Présence d'un bataillon et zone d'exclusion aérienne

74 Sous quelle forme le Président costalien demande-t-il au Président gaffétien de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des ressortissants costaliens ?

Par les voies diplomatiques normales

Pargraphe 11

75 la Gaffétie a-t-elle déjà ratifié le protocole additionnel n°1 au moment de la ratification de l'accord de Cronenbourg?

Oui

76 quelle est la forme utilisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour sa "demande pressante"?

Une déclaration

77 Quels Etats membres et le Conseil de l'Europe ont reconnu ou contesté l'annexion de la Walinie notamment par des déclarations, sanctions ou autres actes diplomatiques ?

Question multiple

78 La Gaffétie et la Vérolie ont-elles ratifié la Convention de Vienne de 1969

Oui

79 A quelle date l'accord de Cronenbourg signé le 1er avril 2013 a-t-il été rendu applicable dans l'Etat de Gaffétie ?

Sans délai

80 La Gaffétie et la Vérolie ont-elles ratifié la Convention de Vienne de 1969

Voir réponse à la question 78

81 A quelle date l'accord de Cronenbourg signé le 1er avril 2013 a-t-il été rendu applicable dans l'Etat de Gaffétie ?

Voir réponse à la question 79

82 Sous contrôle de quel État se trouve le village d'Anneda à l'issue de l'accord entre la Vérolie et la Gaffétie du 1er avril 2013?

Sous contrôle vérolien

83 Les belligérants ont-ils ratifié la quatrième convention de Genève du 12 août 1949 ?

Oui

84 Les États belligérants ont-ils ratifié le protocole additionnel ?

Mal formulée

85 En droit interne gaffétien, quelle est la procédure pour effectuer une modification de son territoire ?

Sans objet sur le cas

86 Quelle possibilité existe-t-il en droit interne gaffétien de contester la conclusion d'un traité international ?

Aucune

87 Avant la signature des accords de CRONENBOURG, pour la période 2010-2013, qui, des autorités véroliennes ou gafétiennes, contrôlaient effectivement le territoire de Wallinie ?

A débattre

88 Une clause indemnisant le dommage subi par les ressortissants costaliens figure-t-elle dans l'accord de Cronembourg?

Voir le cas

89 Selon les termes de l'accord de Cronembourg, quelle est l'étendue du contrôle de la Vérolie sur la Wallinie?

25 000 km²

90 Est-ce que l'accord de Cronembourg déploie aussi des effets vis-à-vis des parties tierces, notamment de la Costalie ?

Oui pour partie

91 Quel est le contenu du Traité Cronembourg concernant les biens des costaliens en Wallinie ?

Voir le cas

Paragraphe 12

92 Combien de degré de juridiction sont nécessaires en Gaffécie avant d'épuiser tous les moyens de recours?

Cela dépend de la procédure

93 Les costaliens qui prétendent avoir subi des actes de tortures, disposent-ils des justificatifs : des certificats médicaux, des témoignages, etc.

Question multiple

94 les juges gaffétiens, saisis respectivement par les "survivants d'Anneda" et les "autres costaliens", sont-ils à considérer comme dernière instance nationale ?

Oui

95 Pour quels types des biens abandonnés des costaliens réclament-ils la restitution ou la réparation?

Biens mobiliers et immobiliers

96 Quelles mesures d'instruction ont été effectuées, en plus de l'enquête parlementaire, concernant le recours déposé le 1er juillet 2013 et visant à obtenir la condamnation de l'Etat gaffétien en raison de l'inaction des forces dirigées par le commandant Shark ainsi que de leur impéritie ayant entraîné la mort ou la disparition de plusieurs centaines de costaliens ?

Voir paragraphe 13

Paragraphe 13

97 il est question d'une enquête parlementaire. Quel est le régime politique de la Gaffétie?

C'est une démocratie libérale

98 Comment l'enquête parlementaire justifie-t-elle que seuls les militaires et les victimes gaffétiennes aient été entendus ?

A débattre

99 Existe-t-il une juridiction interne gaffétienne compétente pour contrôler les actions des autorités militaires gaffétiennes ?

Oui : voir réponse 54, et les juridictions ordinaires pour les autres types d'opérations

100 S'agissant des décisions rendues par les juridictions gaffétiennes, y avait-il un double degré de juridiction comme prévu par l'article 2 du protocole 7 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme?

Voir réponse à la question 9

101 Les familles des victimes et des disparus ont-elles pu avoir accès à l'enquête?

Le rapport d'enquête a été publié

102 Quelles sont précisément les mesures diligentées dans le cadre de l'enquête parlementaire nationale ?

Auditions

103 Existe-t-il des juridictions militaires en Gaffétie compétentes pour juger des faits survenus lors d'un conflit armé ?

Voir réponse à la question 54 et 99

104 Quelles furent, en détail, les investigations menées dans le cadre de l'enquête parlementaire ?

Voir réponse à la question 102

105 Sur quelle base juridique le juge se déclare-t-il incompétent ?

Voir le cas

106 Si la déclaration d'incompétence du juge est légitime, est-ce qu'une juridiction militaire a été ou pourrait être saisie pour des faits liés aux priorités ou choix stratégiques des autorités militaires dans les circonstances d'espèce?

Le juge ne s'est pas déclaré incompétent

107 L'enquête parlementaire a-t-elle été diligentée à l'initiative des autorités directement après les allégations de violations ?

Oui à l'initiative du président de l'assemblée populaire.

108 Les autorités militaires invoquées par le juge gaffétien sont-elles une juridiction exceptionnelle ?

Non

109 Existe-t-il en Gaffétie une voie de recours ouverte contre le rejet, par le jugement devenu définitif du 31 mars 2015, des demandes formulées par les ressortissants costaliens ?

Non

110 Selon le droit gaffétien, les militaires gaffétiens peuvent-ils être poursuivis devant des juridictions militaires gaffétiennes ?

Voir réponse à la question 103

111 Le droit gaffétien permet-il à un individu de saisir les juridictions militaires gaffétiennes ?

Sans intérêt pour le cas

112 Est-ce que les survivants d'Anneda ont une possibilité de recours pour des demandes civiles devant les autorités militaires ?

Oui recours gracieux

113 Quels recours relatifs aux biens le juge rejette-t-il le 1.7.2015 ?

Voir paragraphes 12 & 15

Paragraphe 14

114 Quelles sont précisément les bases légales sur lesquelles le juge gaffétien se fonde pour justifier l'immunité de juridiction de l'Etat de Vérolie lors de la décision du 1er juillet 2015 ?

Droit à l'immunité de juridiction de l'Etat étranger

115 Le juge saisi par les "survivants d'Anneda" est-il à considérer comme dernière instance nationale ?

Oui

116 Quelles sont précisément les bases légales sur lesquelles le juge gaffétien se fonde pour justifier l'immunité de juridiction de l'Etat de Vérolie lors de la décision du 1er juillet 2015 ?

Voir réponse à la question 114

117 Existe-t-il en Gaffétie une voie de recours accessible à tous les justiciables, offrant des perspectives raisonnables de succès, contre la décision d'incompétence gaffétienne du 1er juillet 2015, relative aux biens ?

A débattre

Paragraphe 15

118 Existe-t-il un double degré de juridiction en Gaffétie?

Voir réponse à la question 92

119 Existe-t-il une procédure de question préjudicielle devant la Cour Constitutionnelle gaffétienne?

Sans objet pour le cas

120 Existe-t-il une procédure de question préjudicielle devant l'organe gaffétien compétent pour se prononcer sur les actes relevant des affaires extérieures de l'Etat et les accords internationaux?

Voir réponse à la question 119

Paragraphe 16

121 L'Etat défendeur (Gaffétie) a-t-il adopté une loi similaire à la loi vérolienne du 9 mai 2014 approuvant l'accord de Croenbourg, soit une loi déterminant le statut des biens abandonnés des ressortissants costaliens

Voir le cas

122 Une loi a été adoptée en Vérolie concernant le transfert des biens au patrimoine Vérolien, y-a-t-il eu une loi gaffétienne confirmant ce transfert des biens ?

Voir réponse à la question 121

123 Aux termes de la loi vérolienne du 9 mai 2014 une indemnisation pour le transfert des biens abandonnés par les ressortissants costaliens est-elle prévue ?

Non

124 Les costaliens en région de Walinie avaient-ils des droits de propriété valables ?

Oui

125 Les termes de l'accord de Cronenbourg prévoyaient-ils la transmission automatique des biens Walliniens dans le patrimoine Vérolien?

Voir le cas

Paragraphe 17

126 La Gaffétie dispose-t-elle d'un organe compétent pour accueillir les requêtes tendant à la reconnaissance ou à la réparation d'un déni de justice ?

Sans objet

Paragraphe multiples

(12 & 13) 127 Existe-t-il une justice militaire dérogatoire en Gaffétie ?

Il n'existe pas de tribunaux militaires d'exception

(13 & 15) 128 Est-ce que la décision interne provoquant le recours vis-à-vis de la torture devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme des Costaliens a été prononcée en premier et dernier ressort par la justice Gaffétienne ?

Mal formulé

(5 & 9) 129 La Gaffétie et la Costalie ont-elles ratifié les Conventions de Genève de 1949 ainsi que ses protocoles additionnels?

Oui

Sans Paragraphe : Conformément à l'article 10 §2 du règlement du concours, les questions qui ne mentionnent pas de paragraphe sont irrecevables.

130 Est-ce- que la décision de juge, qu'il n'est pas compétent de se prononcer sur les actions des forces militaires gaffétiennes, été basé sur l'ordre juridique du Gaffétie?

131 Quelles spécifiquement sont « les lourdes violations de droit de l'homme contre la population costalienne dénoncé par nombreuses ONG »?

132 Est-ce que la Gaffétie avait notifié la Cour sur la déclaration de l'état d'urgence sur ensemble de son territoire?

133 Quelles sont les pouvoirs du parlement en matière de l'enquête parlementaire?

134 Est-ce que les ressortissants costaliennes dans la Gaffétie ont le statut de minorité nationale?

135 La Gaffétie a-t-elle ratifié les protocoles additionnels à la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

136 Sur le territoire de quel Etat se trouve la ville d'Anneda ?

- 137 Quel est l'énoncé de la réserve formulée par la Gaffétie concernant l'article 15 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?
- 138 La Gaffétie a-t-elle exercé son droit de dérogation conformément à l'article 15 paragraphe 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?
- 139 La Gaffétie est-elle partie à la troisième Convention de Genève relative à la détention des prisonniers en temps de guerre, du 12 août 1949 ?
- 140 L'Etat de Gaffétie a-t-il informé le secrétaire général du conseil de l'Europe, conformément à l'article 15, d'une dérogation à la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?
- 141 Les Etats de Gaffétie et de Vérolie sont-ils parties à la Convention de 1972 sur les immunités de juridiction ?
- 142 Les gardes-frontières véroliens ont-ils le statut de militaire ?
- 143 L'état de Gaffétie a-t-il renoncé au bénéfice de la règle de l'épuisement des voies de recours internes par un acte ou une déclaration de droit interne ?
- 144 Les juridictions gaffétiennes saisies étant incompétentes, d'autres juridictions nationales de Gaffétie sont-elles incompétentes ?
- 145 La Gaffétie informe-t-elle le Secrétaire général du Conseil de l'Europe du début et de la fin de l'état d'urgence sur son territoire ?
- 146 Les États parties à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme adhèrent-ils à l'ensemble de ses protocoles additionnels ?
- 147 Quelles sont les dispositions contenues au sein de l'article 16 de la Constitution gaffétienne ?
- 148 La Vérolie, la Gaffétie et la Costalie sont-elles parties à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 ?
- 149 Quelles sont les dispositions présentes dans l'Accord commercial de 1664 conclu entre l'État de Gaffétie et l'État de Vérolie ?
- 150 Quels sont les éléments matériels apportés par les ONG et l'association Human Rights Forever à l'appui de leurs dénonciations ?
- 151 Pour quel(s) Etat(s) combattent les militaires visés par les dénonciations de Human Rights Forever ?
- 152 L'association Human Rights Forever est-elle une ONG indépendante ?
- 153 La Gaffétie a-t-elle ratifié les conventions de Genève et de La Haye et leurs protocoles additionnels ?
- 154 La Walinie faisait-elle partie de la Gaffétie avant le conflit ?
- 155 Quelles sont précisément les dispositions de l'accord commercial de 1664 ?

- 156 La Gaffétie a-t-elle notifiée à la Cour Européenne des droits de l'homme son état d'urgence?
- 157 Le village d'Anneda se trouve t-il bien en walinie ?
- 158 Le groupe des survivants d'Anneda est-il composé de combattants des groupusculs autoproclamés ?
- 159 Les voies de recours internes en Gaffétie ont-elles été épuisées?